

Services Techniques//



ARRÊTÉ DU MAIRE

ARR25_0314 - Arrêté portant réglementation temporaire du stationnement rue Simone-Veil

Le Maire de la commune de Montigny-lès-Cormeilles,

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2122-21, L. 2122-24, et L. 2212-1 et suivants,

Vu le Code de la route, notamment ses articles L. 110-3, L. 325-1 et suivants, L. 411-1 et suivants, R. 325-1 et suivants, R. 411-1 et suivants, R. 412-26 et suivants et R. 417-1 et suivants,

Vu le Code de la voirie routière, notamment ses articles L. 113-2 et L. 116-2,

Vu le Code de la sécurité intérieure, notamment son article L. 511-1,

Vu le Code de l'environnement, notamment son article L. 541-2,

Vu le Code pénal, notamment ses articles R. 610-5 et R. 131-41,

Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière, du 22 octobre 1963,

Vu le Manuel du chef de chantier, volume 3,

Vu le Règlement de voirie de la ville de Montigny-lès-Cormeilles, modifié par délibération du Conseil Municipal du 6 décembre 2011,

Vu l'arrêté n° ARR24_0322 du 6 décembre 2024 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Hafid IABASSEN, 10ème adjoint au Maire délégué aux travaux, à la propreté des espaces publics et à l'entretien des espaces verts

Considérant que des travaux de raccordement à l'assainissement sur un trottoir, au 20 rue Simone Veil, à Montigny-lès-Cormeilles, doivent être effectués par l'entreprise COLAS FRANCE, **du 8 au 12 décembre 2025**,

Considérant qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers durant ces travaux et de prévoir une réglementation adaptée,

ARRÊTE

Article 1^{er} : L'entreprise COLAS FRANCE est autorisée à procéder aux travaux de raccordement à l'assainissement sur un trottoir, au 20, rue Simone-Veil, à Montigny-lès-Cormeilles, **du 8 au 12 décembre 2025.**

Article 2 : Afin de permettre la réalisation des travaux :

- La circulation piétonne sera neutralisée au droit des travaux,
- La place de stationnement sise devant le 20, rue Simone-Veil sera neutralisée au droit des travaux,
- La société s'assurera de ne pas entraver la circulation des services de secours, d'ordures ménagères et l'accès des riverains.

Article 3 : Cette réglementation sera accompagnée des prescriptions techniques suivantes :

- Une déviation piétonne sera mise en place pour dévier les piétons sur le trottoir opposé,
- Le libre cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite sera assuré en toute sécurité, sous la responsabilité de l'entreprise.

Article 4 : La signalisation, y compris dynamique, et le balisage, les barrières de chantier pour la protection des travaux seront exécutés par l'entreprise COLAS FRANCE, qui prendra toutes dispositions pour la pose, la maintenance et la dépose de ces dispositifs, conformément au Code de la route en vigueur, et au Manuel du chef de chantier, volume 3.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur le site par l'entreprise, au moins 48h00 avant le début des travaux, à l'aide de panneaux mobiles. En aucun cas, l'arrêté ne sera scotché ni punaisé sur les arbres et/ou le mobilier urbain existant à proximité des travaux.

Article 6 : Les infractions au présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 7 : Seront considérés comme gênants, au sens de l'article R. 417-10 du Code de la route, les véhicules en infraction avec les dispositions susvisées. Ces véhicules pourront être mis en fourrière par les soins des services de police, aux frais de leurs propriétaires.

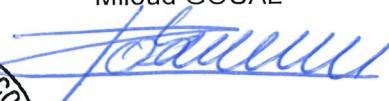
Article 8 : Monsieur le Commissaire de Police et tous les agents de la force publique (police nationale et police municipale), sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montigny-lès-Cormeilles,
le 27 novembre 2025

N°ARR25_0314

Le présent acte administratif peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité (publication, affichage ou notification), auprès du Tribunal administratif de Cergy-Pontoise (2-4, boulevard de l'Hautil – 95 000 CERGY) ou par voie dématérialisée, sur le site www.telerecours.fr.

Pour le Maire,
Miloud GOUAL



Monsieur Hafid IABASSEN,
Maire Adjoint aux Travaux, à la
Propreté des Espaces Publics et à
l'Entretien des Espaces Verts



Mis en ligne sur le site de la ville le : 28 novembre 2025

